



REVUE DES ETUDES MULTIDISCIPLINAIRES EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Numéro 9

Octobre – Novembre 2018

*La coopération maroco-africaine : Quelques réponses face aux nouvelles contraintes économiques, sociales et environnementales*

*Moroccan-African cooperation: Some answers to new economic, social and environmental constraints*

**Pr. Hassane ZOUIRI**

FSJES – Agdal - Rabat

Université Mohammed V, Rabat

AV. des Nations Unies, BP. : 721 Agdal-Rabat

[hzouiri@yahoo.fr](mailto:hzouiri@yahoo.fr)

**Badr BAKKACHA**

Doctorant à FSJES de Tanger

Université Abdelmalek Essaâdi, Tanger

[badr.bakkacha@gmail.com](mailto:badr.bakkacha@gmail.com)

### Résumé

Le Maroc a entretenu historiquement des relations économiques, politiques et culturelles, avec plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne, en particulier l'Afrique de l'Ouest et les pays francophones de la région. Cette vocation africaine du Royaume a pris un nouvel élan sous le règne de SM. le Roi Mohammed VI, dans le cadre d'une vision à long terme basée sur les principes de la coopération Sud-Sud. L'objet de ce papier est de vérifier la capacité du Maroc à renforcer davantage sa présence et sa compétitivité pour tirer profit du potentiel qu'offre le continent. Le texte fait un bilan des relations commerciales et d'investissements entre le

Maroc et l'Afrique subsaharienne, puis il s'intéresse à la problématique du développement durable en présentant le Maroc comme exemple à suivre dans le continent ; il tente, enfin, de tirer quelques enseignements sur les conditions pour un renforcement du positionnement économique du Maroc en Afrique.

**Mots clés :** Coopération, relations commerciales, développement durable, Maroc, Afrique subsaharienne.

### **Abstract**

Morocco has historically maintained economic, political and cultural relations with several countries in sub-Saharan Africa. This African vocation of the Kingdom gained new momentum under the reign of HM King Mohammed VI, as part of a long-term vision based on the principles of South-South cooperation. The purpose of this paper is to verify Morocco's ability to further strengthen its presence and competitiveness in order to take advantage of the potential offered by the continent. The text takes stock of trade and investment relations between Morocco and sub-Saharan Africa, then looks at the issue of sustainable development by presenting Morocco as an example to follow in the continent; finally, it attempts to draw some lessons on the conditions for strengthening Morocco's economic positioning in Africa.

**Keywords :** Cooperation, trade relations, sustainable development, Morocco, sub-Saharan Africa.

### **Introduction**

La géographie a placé le Maroc au cœur de la zone atlantique et a fait du pays un passage obligé de tous les flux qui veulent une extension sur le Sud. Fidèle à son passé, en tant que plaque tournante du commerce et centre de négoce de marchandises dans le cadre du commerce caravanier, le Maroc a opté pour la consolidation de son rôle historique de pôle de diffusion de la croissance économique au niveau du continent. C'est donc presque naturellement que l'on évoque le Maroc comme le hub de l'Afrique, offrant un point d'entrée aux investisseurs étrangers désireux de pénétrer et renforcer leur présence sur le continent. Le Maroc comme hub régional, est ainsi devenu une stratégie ouvertement poursuivie par beaucoup d'entreprises nationales et multinationales, mais il semble également que les autorités marocaines veulent rentabiliser cette présence économique en Afrique qui se définit par la diversité des secteurs dans lesquels le royaume opère, à savoir : infrastructures, téléphonie, bâtiment et travaux publics, mines, banques... Le Maroc espère que l'ensemble

des marchés remportés donneront l'image d'un pays qui souhaite partager sa technologie et son expertise avec les pays de l'Afrique subsaharienne ; non seulement dans le cadre commercial et d'investissement mais aussi sur le volet du développement durable dont le royaume a adopté une stratégie nationale favorisant l'équilibre entre les dimensions environnementales, économiques et sociales. Son objectif primordial est d'améliorer le cadre de vie des citoyens, renforcer la gestion durable des ressources naturelles et encourager le recours aux technologies d'énergies propres.

Néanmoins, en dépit de ces avancées, le potentiel économique des relations entre le Maroc et l'Afrique reste sous-exploité. Le royaume peut ainsi renforcer davantage sa présence sur le continent africain, en particulier la partie subsaharienne, d'autant plus qu'il existe encore un certain nombre de pistes à explorer afin de renforcer la compétitivité de notre pays sur le territoire africain.

L'objet de ce papier est donc de vérifier la capacité du Maroc à renforcer davantage sa présence et sa compétitivité pour tirer profit du potentiel qu'offre le continent. La première partie fait un bilan des relations commerciales et d'investissements entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne. La deuxième partie s'intéresse à la problématique du développement durable en présentant le Maroc comme exemple à suivre dans le continent. Dans une troisième partie, le texte tente de tirer quelques enseignements sur les conditions pour un renforcement du positionnement économique du Maroc en Afrique.

## **I. Les relations commerciales et d'investissements entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne**

La vocation africaine du Maroc a pris une nouvelle dimension sous le règne de sa majesté le Roi Mohamed VI. En témoignent les différentes visites officielles royales effectuées dans plusieurs pays africains, signe de l'engagement sincère du Royaume en faveur du continent, engagement dans divers domaines.

Ce rapprochement avec le Sud du continent africain positionne le Maroc comme un partenaire du développement dans la région. L'Afrique, qui est aujourd'hui le continent le plus pauvre de la planète, attire vers elle des investissements en provenance du monde entier. Parmi les mécanismes destinés à accompagner son développement au Sud du Sahara, la coopération triangulaire ouvre de nouvelles perspectives. Son principe consiste à faire financer des projets d'infrastructures locaux par des donateurs du Nord et à en confier la réalisation à des pays africains. Le Maroc déploie aujourd'hui son réseau d'influence sur tout le continent, et en

particulier en Afrique subsaharienne. Ce mécanisme offre aux entreprises marocaines de belles opportunités pour faire valoir leur savoir-faire et se développer au delà de leurs frontières. Certaines d'entre elles ont déjà franchi le cap de l'investissement de leurs capitaux en Afrique subsaharienne, en participant à de grands chantiers structurants. D'ailleurs, le Maroc est aujourd'hui le deuxième investisseur africain sur le continent et le premier en Afrique de l'Ouest.

Dans le domaine économique, la coopération économique et commerciale bilatérale a eu toujours pour objectif de renforcer ces échanges et de bâtir un cadre réglementant les liens entre le Maroc et les pays de l'Afrique, sur la base du principe de l'égalité et des intérêts réciproques dans une logique gagnant-gagnant. « Ces relations sont régies actuellement par plus de 500 accords de coopération de commerce et d'investissement de type classique ou à caractère préférentiel touchant aussi bien le secteur public que privé »<sup>1</sup>. Une telle initiative vise tout autant à renforcer et à consolider les parts de marché acquises qu'à diversifier l'éventail des débouchés extérieurs.

Plusieurs facteurs d'attraction qu'offre l'Afrique poussent le royaume à consolider sa coopération économique Sud-Sud avec les pays du continent. Il s'agit, entre autres, du taux de croissance économique assez encourageant qui a atteint 5% en moyenne dans le continent, de la richesse de l'Afrique en matières minérales, de l'amélioration du climat des affaires (3<sup>ème</sup> rang mondialement), de la croissance rapide de la population urbaine ainsi que de la hausse de la consommation dans ce continent et l'attraction des investissements directs étrangers qui positionne l'Afrique au 2<sup>ème</sup> rang après l'Asie, faisant de ce continent une terre d'investissement.

### **I.1. Le volume des échanges Maroc-Afrique subsaharienne**

Le Royaume, majoritairement dépendant d'une Europe en berne pour ses exportations voit dans l'Afrique subsaharienne un potentiel de croissance plus accessible et qui lui est déjà favorable.

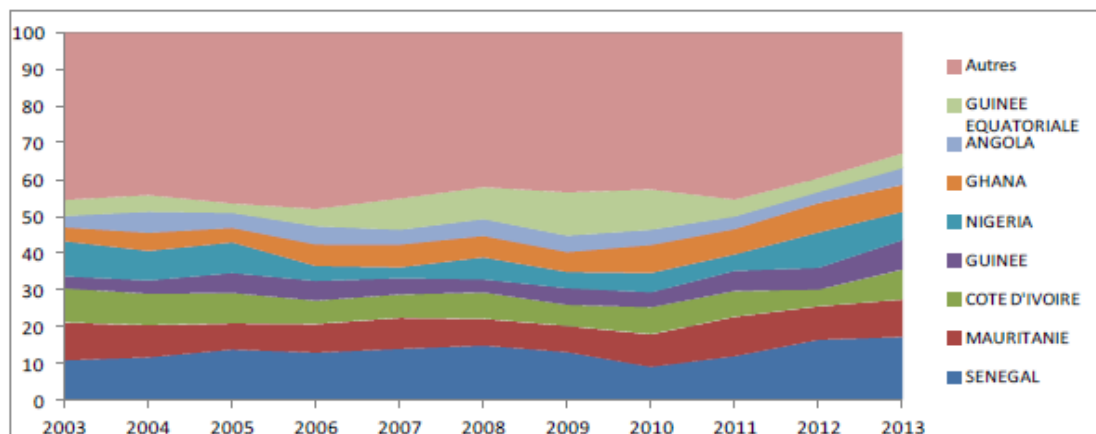
Par ailleurs, le volume des échanges Maroc-Afrique s'est nettement amélioré ces dernières années, dominé par l'agroalimentaire en termes d'exportation et de l'énergie en termes d'importation. Malgré que le volume des échanges reste faible par rapport aux

---

<sup>1</sup> Direction des Etudes et des Prévisions Financières / Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique, Publication septembre 2014, p. 4.

potentialités existantes, le solde de la balance commerciale marocaine avec le continent africain est positif et en progression constante.

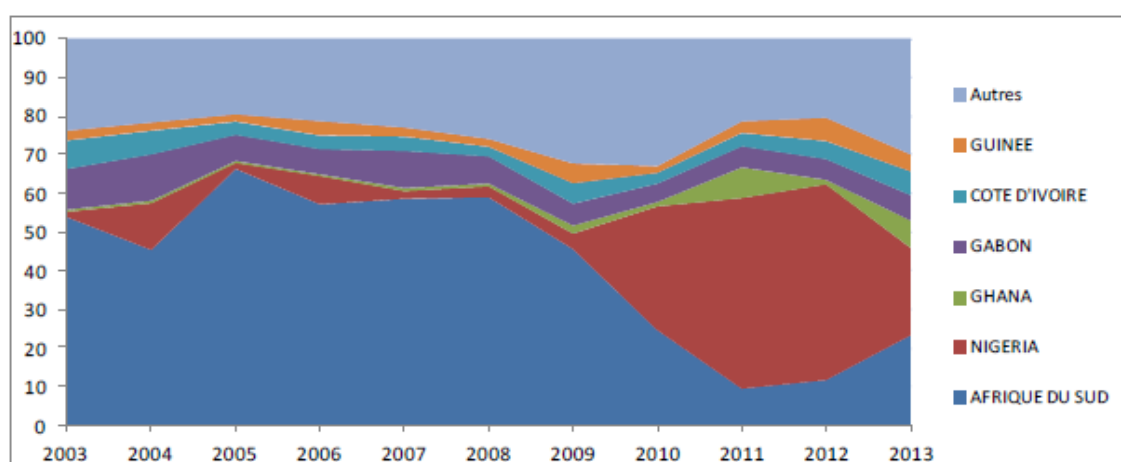
*Graphique 1: Exportations marocaines vers les pays de l'Afrique subsaharienne (part en %)*



Source : Offices des Changes, élaboration DEPF

Les échanges commerciaux entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne se concentrent encore fortement sur l'Afrique de l'Ouest et les principaux clients du Royaume sont le Sénégal (avec une part de 17% en 2013), la Mauritanie (10%), la Côte d'Ivoire (8,1%), la Guinée (8%), le Nigeria (7,7%), le Ghana (7,3%), l'Angola (4,8%) et la Guinée équatoriale (3,9%). La part cumulée de ces huit premiers clients subsahariens du Maroc a atteint 67% en 2013.

*Graphique 2 : Importations en provenance des pays de l'Afrique subsaharienne (part en %)*



Source : Offices des Changes, élaboration DEPF

Concernant les importations marocaines en provenance des pays de l'Afrique subsaharienne, les principaux fournisseurs du Maroc sont l'Afrique du Sud (avec une part de 23,2% en 2013), le Nigeria (22,6%), le Ghana (7%), le Gabon (6,6%), la Côte d'Ivoire (6,2%) et la

Guinée (4,3%). La part cumulée de ces principaux fournisseurs subsahariens du Maroc s'est établie à 70% en 2013<sup>2</sup>.

Quant aux exportations, elles sont encore trop dominées par des produits d'origine animale, végétale ou minérale, et ne se différencient pas suffisamment de celles de leurs concurrents africains. Or, les pays de la zone recherchent des produits manufacturés adaptés à leur faible pouvoir d'achat. Étant donné le poids des matières premières (les phosphates) et des produits agricoles dans les exportations vers l'Afrique subsaharienne, le chiffre d'affaires du Royaume est fortement dépendant des fluctuations de la demande mondiale et du cours des matières premières.

Cette fragilité rend la diversification de l'offre exportable indispensable. Pour cela, le Maroc doit s'orienter vers une production de masse, de faible ou moyenne qualité, pour mieux maîtriser ses coûts et être capable d'offrir des produits de bon rapport qualité/prix, notamment dans les domaines du textile et des biens de consommation courante. Ainsi, l'émergence de nouveaux secteurs tels que l'aéronautique, l'automobile, les produits pharmaceutiques et l'électronique peut être une solution pour diversifier l'offre du royaume et de concrétiser les objectifs du plan national pour le développement et la promotion des exportations.

## **I.2. Les flux d'investissements marocains en Afrique subsaharienne**

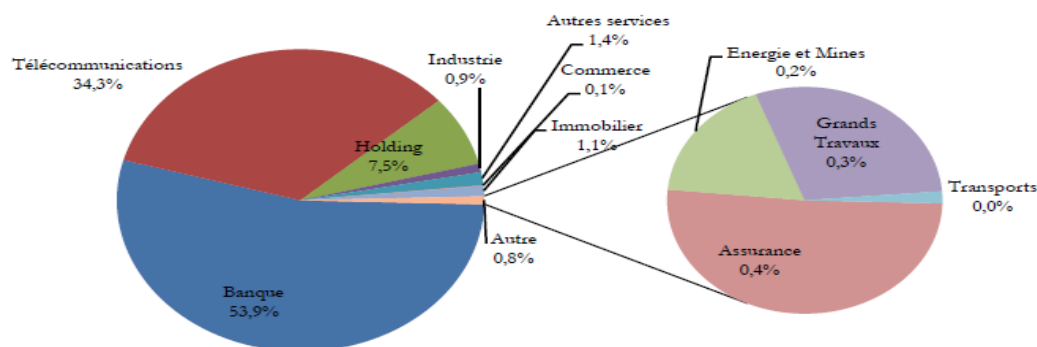
Profitant d'un cadre politique de coopération privilégiée, de nombreuses entreprises marocaines, font le pari de l'Afrique et notamment celui de l'Afrique de l'Ouest, zone de prolongement économique naturel du Royaume. L'ensemble des secteurs adoptés par ces entreprises ont été marqués par plusieurs succès accompagnant par ailleurs le développement local et apportant, ainsi, un appui à la croissance économique et commerciale des pays en question.

En effet, la majorité des grands groupes marocains se sont implantés dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne selon une politique de « champions nationaux » et ont mis en place des stratégies de développement diversifiées, et ce sous différentes formes de partenariats (prise de participations, création de filiales, apport d'expertise, représentation).

*Graphique 3 : Structure des flux d'IDE marocains en Afrique subsaharienne par secteur (2008-2012)*

---

<sup>2</sup> Document : Relations Maroc-Afrique : l'ambition d'une « nouvelle frontière », réalisé en septembre 2014, p.12



Source : Office des Changes.

Cette internationalisation des grands groupes marocains touche les secteurs d'activité clés de l'économie marocaine : (Banques, assurances, télécoms, BTP et Immobilier, TIC et média, mines, pharmaceutique, transport aérien...), mais ce sont les secteurs bancaires et télécoms qui ont exploré en premier les opportunités de développement et de coopération économique avec les voisins africains.

Les banques marocaines se sont imposées comme des poids lourds en Afrique subsaharienne ; trois principaux groupes bancaires marocains (Attijariwafa Bank, BMCE Bank et la Banque Centrale Populaire) à la recherche de nouveaux relais de croissance se sont lancés dans des politiques de conquête de marché en dehors des frontières chérifiennes. Les services de Télécommunications ont également été marqués par des investissements marocains croissants ; ils occupent 25%<sup>3</sup> de l'encours global des IDE marocains en Afrique.

Les entreprises marocaines tournées vers l'Afrique subsaharienne ont donc de belles perspectives de développement devant elles et sont fortement soutenues par la volonté de l'Etat de renforcer son positionnement sur le continent Africain. Elles peuvent aujourd'hui appuyer leur présence pour trois raisons essentielles : un réseau bancaire marocain de plus en plus étendu et adapté à leurs besoins, des liaisons directes avec leurs marchés par voies aérienne, maritime et même routière (jusqu'à Dakar), et enfin des opérateurs télécoms bien implantés sur le continent. Il leur appartient donc d'en tirer le meilleur, au bénéfice de l'économie nationale et du développement africain tout entier.

<sup>3</sup> TAQUI My Ismail, "L'approche gouvernementale des relations commerciales et de partenariat Maroc-Afrique : les réalisations et les perspectives", janvier 2014, p. 3

## II. Le développement durable : Le Royaume du Maroc, un exemple à suivre dans le continent

### II.1. Le Maroc, un partenaire régional expérimenté en termes d'économie verte

La définition classique du développement durable provient du rapport « Brundtland » de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement.

« Il définit le développement durable comme un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».<sup>4</sup>

Ainsi, le développement durable a pour objectif de :

- **Maintenir l'intégrité de l'environnement** pour assurer la santé et la sécurité des communautés humaines et préserver les écosystèmes qui entretiennent la vie.
- **Assurer l'équité sociale** pour permettre le plein épanouissement de toutes les femmes et de tous les hommes, l'essor des communautés et le respect de la diversité.
- **Viser l'efficacité économique** pour créer une économie innovante et prospère, écologiquement et socialement responsable.

Les économies africaines subsahariennes ont une forte dépendance à l'égard des ressources naturelles ; ces dernières subiront des pressions croissantes et de longue durée. Les minéraux, les forêts, les ressources terrestres, hydriques et marines doivent par conséquent être exploitées de manière durable. La demande accrue de ressources et d'infrastructures, notamment l'énergie et les transports pour le développement industriel, doit être dissociée des inégalités sociales, de la dégradation de l'environnement et du changement climatique, qui posent déjà de sérieux obstacles à la croissance.

Pour faire face à l'ensemble des entraves ainsi que pour atteindre les meilleurs résultats sur le plan économique, social et environnemental dans le cadre d'interventions ciblées dans des secteurs clefs de l'économie des nations africaines, « l'Afrique peut beaucoup apprendre de l'expérience et de l'expertise du Maroc en matière de développement durable, particulièrement de la charte nationale du développement durable et des nombreux programmes et initiatives mis en œuvres pour lutter contre le changement climatique »<sup>5</sup>.

Le Royaume, de sa part, a toujours tendu la main aux pays de l'Afrique subsaharienne aussi bien sur le plan continental qu'au niveau international dans la défense des nobles causes environnementales et l'échange d'expériences avec les pays africains, dans le cadre de la

<sup>4</sup> Rédigée en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU, présidée par la norvégienne Gro Harlem Brundtland.

<sup>5</sup> Déclaration de Mme Zewde (directrice générale de l'Office des Nations Unies à Nairobi), à la MAP, en marge des travaux de la première Assemblée des Nations Unies pour l'Environnement (UNEA), qui se tiennent au siège de l'ONU à Nairobi, 29/6/2014.



coopération Sud/Sud à laquelle il tient fermement. Par ailleurs, il peut être considéré comme un exemple à suivre en Afrique en matière de protection de l'environnement et de développement durable.

Dans ce cadre, le Maroc a adopté dans sa stratégie de développement le concept de développement durable qui favorise l'équilibre entre les dimensions environnementales, économiques et sociales, avec pour objectifs l'amélioration du cadre de vie des citoyens, le renforcement de la gestion durable des ressources naturelles et la promotion des activités économiques respectueuses de l'environnement.

Conformément à ses engagements au niveau international dans le cadre des sommets de la Terre de Rio de Janeiro (1992) et de Johannesburg (2002) et des conventions pertinentes, le Maroc a mis en place les fondements visant à instaurer le développement durable dans le pays, à travers plusieurs réformes politiques, institutionnels, juridiques et socio-économiques. Ce processus a été renforcé par l'adoption de la Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable, dont l'élaboration a été lancée suite aux directives de SM le Roi Mohamed VI, lors de son discours du Trône du 30 Juillet 2009<sup>6</sup>.

**Graphique 4 : la Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable**



## II.2. Intégration des principes de développement durable dans les stratégies sectorielles

- **Plan Maroc Vert**

La stratégie du Plan Maroc Vert concerne un secteur qui joue un rôle déterminant dans les équilibres macro-économiques du pays. Il supporte une charge sociale importante, étant donné que les revenus de 80% des 14 millions de ruraux dépendent de l'agriculture. Pour ce

<sup>6</sup> Ministère délégué auprès du ministère de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'environnement ; publication en 2015.

faire, ledit plan a pour objectif l'augmentation significative des rendements agricoles et la préservation de son impact social par l'accompagnement des populations rurales, au travers de projets d'agrégation, tout en jouant un rôle de protection et conservation des ressources naturelles, notamment par l'économie et la valorisation de l'eau agricole, la réduction de la pollution des sols et la promotion des énergies propres en agriculture. Ce plan séduit déjà, Il s'exporte désormais vers de nombreux pays africains. Après la transposition de l'expérience marocaine dans des pays comme le Gabon et le Mali, c'est la volonté fortement exprimée par 21 nations africaines de bénéficier des enjeux de ce plan ambitieux.

- **Plan Halieutis**

L'objectif principal de cette stratégie est de préserver les ressources halieutiques et l'écosystème marin en vue de renforcer la position du Maroc parmi les pays fournisseurs du marché mondial en produits de qualité.

Le plan vise à tripler le PIB halieutique et à augmenter la consommation de poissons au Maroc pour atteindre 16 kg/habitant/an en 2020 contre 10 kg actuellement. Aussi, 16 projets structurants sont prévus dans les filières de transformation et de valorisation des produits de la mer. Le Royaume sera doté de trois nouveaux pôles de compétitivité (Tanger, Agadir, Laâyoune-Dakhla) ce qui nécessitera un investissement de 9 milliards de DH.

- **La nouvelle stratégie industrielle du Maroc ( 2014-2020 )**

**Cet ambitieux plan permettra au Maroc de renforcer sa résilience économique, de conforter sa place parmi les nations émergentes d'Amérique, d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique, et, ainsi, de tracer son chemin économique d'un pas assuré.**

Parmi les mesures clefs de ce plan :

- **la création d'une nouvelle dynamique et d'une nouvelle relation entre grandes entreprises et PME, et accompagner la transition de l'informel vers le formel avec la mise en place d'un dispositif complet d'intégration de la très petite entreprise (TPE) ;**
- **la création d'un Fonds d'Investissement Industriel public (FDI), qui sera doté d'une enveloppe de 20 milliards de DH d'ici 2020, la mise en place de parcs industriels en location qui seront plus accessibles, et l'accroissement de la part industrielle dans le PIB de 9 points, passant de 14 % à 23% en 2020 ;**

- l'instauration d'une **culture de "Deal Making"** dans la **poursuite des IDE**, et l'**amplification de la vocation africaine du Royaume**. La concrétisation de l'ensemble de ces mesures permettra la **création, à l'horizon 2020, d'un demi-million d'emplois**, pour moitié provenant des IDE, et pour moitié provenant du tissu industriel national rénové.

- **Stratégie énergétique**

Son objectif est l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et la protection des ressources naturelles, notamment par la substitution du bois de feu et par les économies d'énergie.

- **Plan Rawaj**

Ce plan assure le développement du secteur commercial, qui accorde une place toute particulière au commerce de proximité et à sa protection, et qui limite les impacts environnementaux des lieux commerciaux modernes, en optimisant l'eau, l'énergie et la gestion des déchets.

- **INDH**

L'objectif de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain est la réduction de la pauvreté et l'amélioration du niveau de vie, permettant de limiter la pression sur les ressources naturelles à travers le renforcement de capacités d'animation sociale, culturelle et sportive ainsi que la promotion d'activités génératrices de revenus et d'emplois.

### **III. Les conditions pour un renforcement du positionnement économique du Maroc en Afrique**

#### **III.1. Des pistes à explorer pour renforcer la compétitivité du Royaume sur le continent**

Le renforcement de la coopération économique et commerciale avec les pays de l'Afrique subsaharienne a toujours occupé une place primordiale dans la politique extérieure du Royaume du Maroc. Ce choix se justifie par l'excellence de ses liens avec les peuples de la région et par sa position géographique privilégiée comme relais entre l'Afrique et l'espace euro-méditerranéen.

Toutefois, malgré les relations d'affaires fortes de commerce et d'investissement entre le Maroc et les autres pays d'Afrique subsaharienne, les résultats restent insatisfaisants et faibles par rapport aux potentialités existantes. Il ressort que le Maroc peut renforcer davantage sa

présence sur le continent africain, en particulier la partie subsaharienne, surtout qu'il existe encore un certain nombre de pistes à explorer ; et ce afin de renforcer la compétitivité du pays sur le territoire africain, face à la concurrence étrangère de plus en plus rude, notamment celle émanant de la Chine en matière d'investissements et de délocalisations. Donc, un ensemble d'efforts doivent être déployés pour être à la hauteur des attentes. Parmi les propositions à considérer, il y a lieu de citer les éléments suivants :

- **Sur le plan commercial**

- Le Maroc doit négocier avec ses homologues africains, spécialement ceux de l'Afrique de l'Ouest, le fait d'éviter tous les droits de douane que les produits marocains devront supporter à leur entrée sur le territoire national de chaque pays africain ainsi que tous les autres obstacles mis à l'entrée de marchandises étrangères. Comme il s'avère nécessaire d'exiger un quota des produits et d'imposer des formalités administratives complexes et coûteuses dans le but de décourager les importations. Dans ce cadre, le royaume pourra offrir la possibilité d'une porte d'entrée efficace sans barrières tarifaires et non-tarifaires aux marchés africains à ses partenaires commerciaux et investisseurs traditionnels comme les Etats-Unis, la France, l'Espagne... et ses nouvelles alliances mondiales, à savoir la Russie, la Chine, l'Inde qui ont démontré une ambition de mettre en place un nouveau partenariat stratégique avec le royaume.
- Les échanges commerciaux entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne se concentrent toujours fortement sur l'Afrique de l'ouest et centrale, d'après l'indice de développement humain 2013 publié par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), qui prend en compte des éléments tels que l'éducation, le niveau de vie ou la santé, révèle que parmi les six Etats les plus mal classés (sur 187), cinq sont des pays d'Afrique francophone : le Burkina Faso, le Mali, le Tchad, la République démocratique du Congo et le Niger. La chose qui est sûre et sans doute, c'est que le poids de l'Afrique anglophone est nettement supérieur à celui de l'Afrique francophone avec un rapport démographique triple : 898 milliards de dollars de PIB pour une population de plus de 480 millions, face à un PIB de 163 milliards de dollars pour quelques 170 millions d'habitants. Un exemple concret d'un pays qui se développe sûrement dans la partie anglophone du continent : « Le Rwanda est le pays africain qui a le plus progressé en dix ans. Il est classé au 32<sup>ème</sup> rang mondial du classement Doing Business de 2014 ». L'Etat marocain doit avoir une vision et une

stratégie claires et bien définies afin de diversifier ses partenaires en Afrique subsaharienne et s'ouvrir de plus en plus sur l'Afrique anglophone en identifiant les niches potentielles favorables à l'exportation ou à l'investissement.

- Le Maroc doit convaincre ses partenaires commerciaux africains d'accélérer l'implantation d'une zone de libre-échange, notamment ses partenaires de l'Afrique de l'ouest et centrale. Ce dernier exporte 85% de ses produits à cette région de l'Afrique pour raison de proximité linguistique (Français) et culturelle (Histoire commune) ; les 15% qui restent sont exportés au reste du continent... La demande de mettre en place une zone de libre-échange, qui a été proposée dans plusieurs occasions, n'a malheureusement pas été concrétisée jusqu'à nos jours.
- Les exportations des matières premières (les phosphates) et des produits agricoles vers l'Afrique subsaharienne représentent 57% du total en 2010 ; le chiffre d'affaires du Royaume est fortement dépendant des fluctuations de la demande mondiale et du cours des matières premières. Cette vulnérabilité rend la diversification de l'offre exportable indispensable. Pour cela, les secteurs tels que l'aéronautique, l'automobile, les produits pharmaceutiques et l'électronique sont des secteurs à soutenir et développer selon la stratégie industrielle du royaume 2014-2020.
- **Dans le domaine des infrastructures**
  - Selon une étude récente intitulée : « **Infrastructures africaines : une transformation impérative** » a bien expliqué le fait que le continent africain possède l'infrastructure la plus faible au monde. Ainsi, les infrastructures d'électricité, d'eau, des routes, des ports,... freine la croissance économique des pays de 2% chaque année et limite la productivité des entreprises jusqu'à 40%.
  - L'absence quasi totale de lignes directes de transport terrestre ou maritime, génère des surcoûts et limite la compétitivité-prix des produits échangés. Les opérateurs économiques marocains sont obligés de faire appel aux services de compagnies maritimes internationales pour exporter vers le continent africain. Après l'achèvement de l'axe routier Maroc-mauritanien (entre Dakhla et Nouadibou), la Mauritanie reste reliée au Sénégal via une simple piste de 500 km. Au-delà, l'infrastructure routière reste basique ; ce qui constitue un frein pour les échanges de marchandises entre le Maroc et le reste de l'Afrique subsaharienne. Alors, pour stimuler le commerce Sud-Sud, un grand effort doit être déployé au niveau des infrastructures. Le Maroc peut aider et porter son expertise en termes de construction des routes et autoroutes ainsi que sur le volet maritime ; c'est expliqué par la volonté du royaume d'avoir une vision

stratégique 2030 qui consiste à contribuer au développement économique et social tant au niveau national que régional. Cette contribution est concrétisée par la fourniture d'infrastructures, d'équipements et de services portuaires de niveau international, favorisant ainsi les opportunités et créant de la valeur aux opérateurs économiques et aux citoyens, dans un environnement responsable et durable. Par conséquent, on est bien d'accord que pour stimuler le commerce Sud-Sud, un grand effort doit être déployé, puisque la déficience des infrastructures de transport est l'un des principaux obstacles au développement des relations commerciales entre le Maroc et ses voisins africains.

- **Sur le plan d'investissement**

- pour renforcer les investissements marocains dans l'Afrique francophone, zone où les investisseurs chinois sont moins présents, et pour améliorer le degré de complémentarité économique entre le Maroc et ces pays subsahariens, le royaume doit opter pour des délocalisations d'activités manufacturières basées sur l'imitation et intensives en main-d'œuvre peu qualifiée. Ceci devrait accroître la compétitivité-coût du Maroc au niveau de ce type d'industries, en particulier le textile, le cuir et la confection.
- Les investissements marocains pourraient également se baser sur la création de zones industrielles dédiées spécialement et exclusivement aux activités exportatrices vers l'Afrique.
- Les investisseurs marocains doivent opter pour des relations de confiance vis-à-vis des gouvernements locaux en proposant des formations qualifiantes pour la main-d'œuvre locale des pays africains afin de faciliter son intégration aux unités de production délocalisées, ainsi que de travailler en collaboration continue avec les entreprises locales, en amont et en aval, dans le cadre d'une approche gagnant-gagnant.

### **III.2. La bonne gouvernance et le développement de l'Afrique**

Malgré des avancées importantes, la majorité des pays d'Afrique subsaharienne souffrent toujours d'un manque de bonne gouvernance, pour rassurer les investisseurs étrangers et spécialement marocains afin de présenter un climat d'affaires favorable aux investissements. Le royaume possède une grande expérience qu'il peut partager avec les pays africains afin de faciliter l'implantation des investissements marocains. L'exemple concret est celui des Centres Régionaux d'Investissement qui ont pour principales missions la simplification des procédures, la proximité, l'aide à la création d'entreprises, l'assistance aux projets

d'investissement, le maintien des projets existants ainsi que le développement et la promotion de l'investissement dans les régions du royaume.

## **Conclusion**

Les relations du Maroc avec les pays voisins doivent être basées sur une politique réfléchie dont le volé économique doit constituer l'élément moteur. A cet égard, dans un monde de plus en plus ouvert où l'Afrique représente un réservoir important pour les affaires, le royaume a développé ses investissements et ses échanges commerciaux avec les pays africains, en leur apportant son assistance technique dans les secteurs où il a une réelle expérience. Dans ce cadre, c'est le poids économique du pays qui permettrait au Maroc d'asseoir une politique africaine plus confortable.

Le Maroc peut renforcer davantage sa présence sur le continent africain, en particulier la partie subsaharienne, surtout qu'il existe encore un certain nombre de pistes à explorer afin de renforcer la compétitivité du pays sur le territoire africain.

Néanmoins, une telle place devrait être le résultat d'une politique visionnaire reposant sur un diagnostic très détaillé, en vue de mettre en place une politique claire et durable.

## Bibliographie

- ABOU EL FARAH Yahia et al. (2013), *Afrique et Puissances*, Série Colloques, éditeur Institut des Etudes Africaines, Rabat.
- EDGEWEBLIME Kcogoh, *Le FMI en Afrique*, Série *Le monde en questions*, Collection *L'esprit économique*, édition *L'Harmattan*, Paris, septembre 2012.
- Ministère de l'Economie et des Finances, Direction des études et des prévisions financières, "Performance commerciale du Maroc sur le marché de l'Afrique subsaharienne", Rabat, avril 2012.
- Ministère délégué auprès du ministère de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'environnement ; publication en 2015, Maroc.
- Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique, Direction des Etudes et des Prévisions Financières ; publication septembre 2014, Maroc.
- Nations-Unis, Conférence Des Nations-Unis sur le Commerce et le Développement, "Rapport 2011 sur les pays les moins avancés : Contribution potentielle de la coopération Sud-Sud à un développement équitable et durable", Genève, 2011.
- Office des Changes, Royaume du Maroc, "Les Investissements Directs Marocains en Afrique", Rabat, 20 Mars, 2014.
- Regards, lettre d'information, "Le Maroc à la conquête de l'Afrique", Numéro 3, Mai, 2013.
- Revue de la chambre de commerce suisse au Maroc, "Le Maroc, Hub vers l'Afrique ; A-t-il les moyens de ses ambitions ?", N°23, 4ème trimestre, 2013.
- TAQUI My Ismail (2014), "L'approche gouvernementale des relations commerciales et de partenariat Maroc-Afrique : les réalisations et les perspectives", Institut des Études Africaines/ Université Mohammed V, Rabat.
- [www.africa-onweb.com/pays](http://www.africa-onweb.com/pays)
- [www.afrik.com](http://www.afrik.com)
- [www.afrique-express.com](http://www.afrique-express.com)